

La transformation de la participation du Canada à l'OTAN

La fin de la guerre froide a amené un changement profond de la perception canadienne vis-à-vis de l'OTAN. Dès le début des années 90, le gouvernement canadien décida, de manière unilatérale, de modifier sa participation à l'Alliance atlantique. Dans le budget de 1990, le gouvernement canadien annonçait le rapatriement, à l'été 1991, de 1400 militaires, la fermeture de la base de Baden-Baden en 1994 ainsi que de celle de Lahr en 1995. En tout, Ottawa entendait conserver seulement 1100 militaires de l'autre côté de l'Atlantique. En 1992, le gouvernement décidait que les deux bases seraient fermées un an plus tôt et que tous les militaires seraient finalement rapatriés.

Cette décision surprit les Européens tant par sa rapidité, par l'absence de consultations que par les conséquences sous-jacentes. Effectivement, cela pouvait signifier le début d'un repli sur soi de toute l'Amérique du Nord. Le rapatriement d'Europe des contingents canadiens fut suivi de l'annonce par Ottawa d'une réduction de sa participation au programme d'infrastructure de l'OTAN. Ce programme destiné à l'acquisition et à l'entretien d'infrastructures de défense, surtout situées en Europe, ne semblait plus nécessaire étant donné la disparition de la menace principale. Le gouvernement canadien espérait allouer les fonds ainsi dégagés à une aide aux pays d'Europe centrale et orientale pour la restructuration de leurs forces armées.¹⁷

Le Canada a retiré la majorité de ses troupes du territoire européen, cependant on compte encore aujourd'hui en Europe 169 militaires canadiens attachés à la force avancée de détection lointaine (NAEWF) à Geilenkirchen en Allemagne et quelques deux cent militaires et civils affectés à des postes administratifs ou de commandement dans les différentes bases de l'OTAN en Europe. En ce qui concerne la marine, le Canada conserve toujours un de ses navires affecté à la force navale permanente de l'Atlantique (STANAVORLANT) sous le commandement du Commandant suprême allié de l'Atlantique (SACLANT) basé à Norfolk, dans l'État de la Virginie. De plus, le ministère de la Défense est prêt à déployer, en cas de besoin, un autre bâtiment en Méditerranée avec la force navale permanente de la Méditerranée (STANAVFORMED) relevant directement du Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR).

Le Canada met également à la disposition de la Force terrestre de réaction rapide de l'OTAN un groupe-bataillon d'infanterie qui reste basé au Canada mais qui peut être rapidement déployé en cas

¹⁷MARTINSON, John " Staying the course in Europe ", *International Journal*, automne 95, vol. 50, #4, p.753.